

Le temps s'était écoulé froidement, entrecoupé de quelques noceurs venus clamer leurs ultimes considérations philosophico-éthylque sous l'œil amusé des camarades africains qui assuraient la sécurité du parvis.

Comme tous les matins depuis une semaine, le piquet des piquet sortait lentement de sa torpeur. Les premiers rayons du soleil réchauffaient déjà le bronze de la colonne de la Bastille, érigée en mémoire d'anciens combattants pour la liberté et l'égalité. Ceux d'aujourd'hui s'apprêtaient à 7 heures à prendre un frugal petit déjeuner lorsque qu'un imposant convoi de camions de CRS et de gendarmes mobiles fit irruption sur la place de la Bastille. En quelques secondes, le périmètre était bouclé et les forces de l'ordre faisaient front aux grévistes qui s'étaient rapidement regroupés sur le haut des marches de l'opéra. Hervé Goix, militant CGT qui accompagne le mouvement fut très vite interpellé comme un autre camarade. Puis rapidement, les portes du haut des marches s'ouvrirent laissant passer des gendarmes mobiles qui gazèrent les grévistes qui refluaient alors vers le bas. Ceux-ci encerclés, gazés de toute part n'abdiquaient pourtant pas. Une mêlée s'ensuivit, assez violente. Les interpellations (plus de quarante) s'effectuèrent dans les minutes suivantes. Ceux qui n'avaient pas été arrêtés se dispersèrent dans le métro ou se regroupèrent de l'autre côté de la place.

Vers 9 heures, la situation était celle-ci. Face aux marches tenues désormais par la police, faisait front une centaine de personnes, soutiens et travailleurs sans papiers accourus à Bastille. De l'autre côté de la place, deux groupes d'une cinquantaine de grévistes étaient encerclés par les gendarmes. Le groupe le plus proche du port de la Bastille fût obligé vers 11 heures, après une belle résistance passive, de prendre le métro. C'était ça ou la garde à vue. Ce délai avait donné le temps aux soutiens et aux travailleurs sans papiers d'arriver sur les lieux et de se regrouper devant les marches de l'opéra. Encerclés par les forces de l'ordre, ils étaient à midi plus de 500 à tenir le pavé. Devant l'afflux incessant des parisiens, le système policier se disloquait peu après 11 heures, laissant simplement un cordon de gendarmes mobiles devant les marches de la Bastille. Les prises de parole de Cécile Duflot (Les Verts) d'Éric Coquerel (Parti de Gauche) de Sandrine Mazetier(PS) Laura Laufer (Gauche Unitaire ) entre autres exprimaient l'indignation d'une grande partie de la classe politique. A noter la présence de Pierre Laurent (PCF), venu très vite défendre les travailleurs sans papiers, et dans l'après midi, la venue de Benoit Hamon (PS) , de Jenny Keita et de Jean-Pierre Brard.

Plusieurs questions se posent sur cette opération de police, aussi surprenante qu'indigne. Alors que les négociations allaient bon train pour l'obtention de critères précis et opposables en préfecture pour la régularisation des travailleurs sans papiers, alors qu'une nouvelle réunion au ministère de l'immigration se profilait pour le début de la semaine prochaine, quelle mouche a piqué la préfecture pour intervenir de la sorte ? Alors que Francis Etienne, directeur de l'immigration annonçait sur les ondes de France Info en milieu de matinée, que les discussions continuaient et devaient se conclure rapidement, dans quelle logique schizophrène les pouvoirs publics sont-ils pour manier le bâton et la négociation en même temps ?

Depuis 8 mois, 6300 travailleurs sans papiers se sont mis en grève pour obtenir leur régularisation. Ils ont démontré qu'ils faisaient partie totalement de l'économie française, qu'ils vivaient en France depuis de longues années, qu'ils cotisaient aux caisses sociales et payaient des impôts comme tous salariés de ce pays. Ils ont montré que leur situation de « sans papiers » les mettait dans une situation d'exploitation maximale et qu'ils devaient pouvoir compter sur le respect de code du travail. Ils ont clairement convaincu une large partie de la société française que leur présence en France était légitime et qu'elle devait cesser d'être « clandestine ». Leur détermination a amené

syndicats et associations à s'unir derrière eux, syndicats et patronat à s'entendre sur un texte (l'approche commune). Leur combat pour la régularisation a reçu le soutien du monde politique de gauche comme de droite, du monde artistique et intellectuel, de 70% de la population française. Il est grand temps aujourd'hui que Mr Besson entende les revendications des travailleurs sans papiers en grève, grand temps qu'il rédige dans les plus brefs délais un texte, une circulaire ou une loi reprenant l'ensemble des critères de régularisation demandés par les onze organisations syndicales et associations soutenant le mouvement. Son entêtement n'a que trop duré.